REPUBLIQUE DE COTE D’IVOIRE  
Union-Discipline-Travail

LOI N° 2015-537 DU 20 JUILLET 2015  
D’ORIENTATION AGRICOLE DE COTE D’IVOIRE

L’ASSEMBLEE NATIONALE a adopte,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit:

**• < • • ■ • • • ■ ; » c.- • < ri v;;:i r v;.P.H -;•:;/ f.;» *{V'• \** i -\*fy•** b>**.vi:> *i***

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES i • \* •

.'■HR4? ' »<>f \* < > ' ■ '••■ > \* - ' -. • ‘ •

’ . . • . • ■ । ' ’ • . ’ ‘ A- i r . . ; -

CHAPITRE I : DEFINITIONS

* ’ 1 \*.f / -i *' V : • •■ . > ■ y* i '. , • ’
* ■ ■ ■ ■ ‘ J • *I* a.-T ' . r ■ A > ■ ■

Article 1 : Au sens de la presente loi, on entend par:

activite agricole, toute activite correspondant a la maitrise et a ('exploitation d'un cycle biologique de caractere vegetal, animal ou halieutique et constituant une ou plusieurs etapes necessaires au deroulement de ce cycle ;

**• • . . ■ • » ■ ’ . . ” : • ; ■**

**’ \*•".tv v -j •> <4 ” ’-ft *J/'\* K***

activite ou profession connexe a la profession agricole, toute activite qui, sans etre agricole, a un lien direct ou indirect avec la profession agricole ;

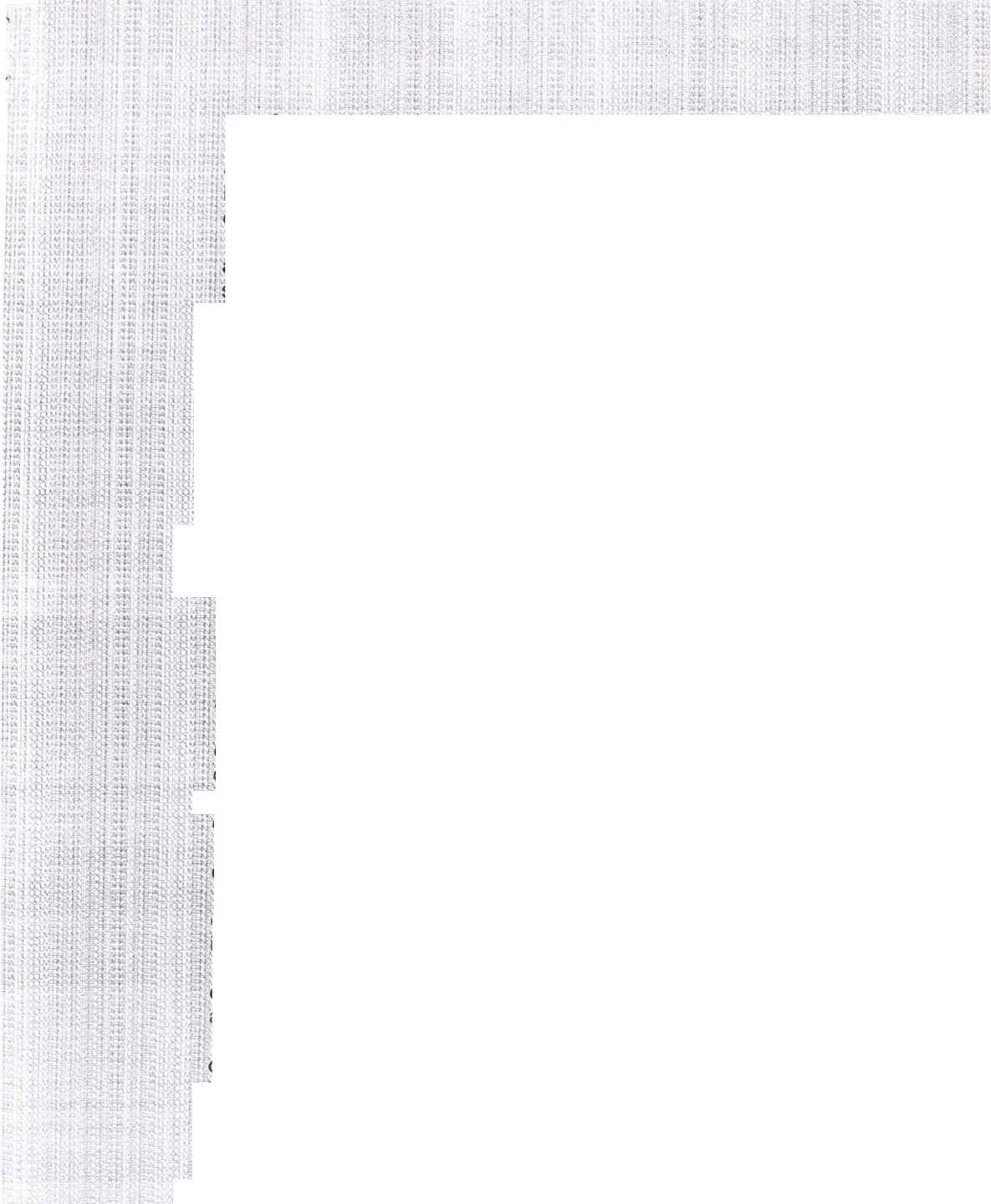
agribusiness, les activites collectives qui sont executees de la ferme a la fourchette. II porte sur la fourniture d’intrants agricoles, la production et la transformation des produits agricoles et leur distribution aux consommateurs finaux;

agriculteur, toute personne exerqant a titre principal et habituel une activite agricole ;

agriculture durable, (’application a (’agriculture, des principes du developpement durable pour assurer la production de nourriture, de bois et de fibres en respectant les limites ecologique, economique et sociale qui assurent la durability dans Ie temps de cette production ;

agrobusiness, I’ensemble des activites et des transactions en relation avec I’agriculture ;

agro chimie, Ie secteur industriel qui developpe la chimie a destination du monde agricole ;

agroforesterie, integration raisonnee, dans I’espace et dans Ie temps, de l’arbre aux systemes agricoles et/ou de I’elevage, qui ne se developpe qu’avec une certaine intensification du systeme agro-pastoral et liee a I’apparition d’un espace fini ou les pratiques intensives n’autorisent plus des productions suffisantes aux besoins des populations ;

.tIHf+lM h’

A ■. ’ QVQl

' '.-r.At'

elevage, I’ensemble des activites qui assurent la maitrise de la production des animaux souvent domestiques, parfois sauvages, pour I’usage des humains;

• 11 U I 1 -II .. . ... ■ .

apiculture, l elevage des abeilles ou toute activite pratiquee pour la production du miel et des produits derives ;

j .w; i--f :v,. 1 ;• v. ■ >• > r. . i ■ ’Z'.‘Pi

(’exploitation, notamment I’achat des intrants necessaires a la production vegetale et animale, la construction de batiments agricoles, d’ouvrage et I’achat d’equipements agricoles;

cueillette, I’activite humaine consistant a prelever sur certaines plantes ou certains champignons d'un ecosysteme en plein air, une ou quelques- unes de leurs parties arrivee a maturite que I’on destine a une consommation alimentaire ;

agro-industrie, I’ensemble des systemes de production agricole qui s’etendent a toutes les entreprises qui fournissent des biens a

bonnes pratiques agricoles, I’ensemble de regies a respecter dans la mise en place et la conduite d’une culture ;

•» » ’.ivm « jij ***sr*** .... .x\_ vr j j -j—. . r i . \_ < f . r' ***" r*** f \*

culture hors sol, la culture de plantes realisee sur un substrat neutre et

inerte ;

lagriculture tels que I’engrais, les pesticides, les equipements agricoles ’OH ainsi qu’a celles qui transforment les matieres premieres et les conditionnent en produits commercialisables ;

agro pharmacie, la science des produits servant a l’amelioration de la ; production agricole ;

aliment, toute substance susceptible de fournir'aux etres vivants les elements necessaires a leur croissance ou a leur conservation ;

conseil agricole , I’art de mettre a la disposition des exploitants, selon leurs besoms, les bonnes pratiques agricoles e travers des outils adaptes

‘ ' culture de la terre, faction de cultiver Ie sol ; ■

' ■■ ' s f.-X. • . .\*■»/;■... ■?.» ***t .>-< •*** rM'. .• • 1 ‘ n (■-a •. ,vt; o t > ,

commerce des services, toute transaction sur un service lie a I’activite agricole ;

entreprise agricole, I’exploitation agricole creee sous forme de societe, geree individuellement ou collectivement et dont la main-d'oeuvre est salariee et regie par Ie code du travail et les conventions collectives en vigueur;

n ■ 1 . '1.31 >v . "t »'um tow.. P’h ^-.j•; - A :» iixvi h, v>‘>. ia .a »<ii •? • f\* ■.♦ : S+ .»«i. ;>i\_- a I i I m n‘a. I -fv«; v

IJA aWlW.’-Hir.VKWunAiMjW’MKM.rHvHm • : I M“r»; M> ••;. ' I TV W A .1 ■-V\* JAFA J

rf;\ ' £ L-' • j 1 1 ” •\*3 ’,:'4 — 4 ■ ‘ vViN ^'4^ £!>' ’ .WWF

exploitant agricole, toute personne physique exergant une ou plusieurs activites agricoles a titre principal, seule ou dans Ie cadre d'une

exploitation agricpie, I’unite disposant de facteurs de production, notamment la terre, les plans d’eau, les etangs, les plantations forestieres, les batiments, Ie cheptel, les materiels, la main d'oeuvre, Ie capital, qui sont utilises par un exploitant agricole;

• • • ■ . • • ’

exploitation agricole famihale, I unite constituee par des personnes unies par des liens de parente ou des us et coutumes, qui exploitent en commun les facteurs de production en vue de generer des ressources ;

a i wuvimj/WtfJLnr-j nT\*4\*T.-^A4a;i.i:Vi:».Pu-vTP-Af.

fmancement agricole, I ensemble des necessaires a la realisation des activites agricoles T :■ ■ '•- ' : ' \* ■ •

'f Vx<|-.s J\*! -W V-W.K.'F'U • I HM '.. : ?f

Ff'. HJV w:. FA-tV- i , H . ... .,

foresterie, I’ensemble des sciences, des arts et des activites ayant trait a la conservation, a I'amenagement, a la gestion et a la . creation des forets • .••><•4?!F &K4 4» A .1

ressources financieres

intrant, tout element entrant dans la production agricole

j s .Tt a si; ? .S’\*\* - q ***.r*** J W ’.\*• \*•

investissement agricole, I’emploi de capitaux visant a accroitre la production agricole, a assurer la transformation ou a en ameliorer la

***, , .... , , , ... ,*** l I it \* I xm \* a lav •

rentabilite et la qualite

:v?km R -: Si

I investissement necessaire pour reduire sensiblement Jes emissions de gaz a effet de serre et de polluants atmospheriques ;

investissement vert

,k®n

\*-■ V.'§:5S .1 §,W?P^;}r.W \_r£-'A< .£• M Fp 1 ■ : ... > <& ' ' : 4? 3 5? -‘O 'A-hP P. .W A vxvKJ?

■ . ■ • ' ' ’ A ! .

jeune exploitant agricole, toute personne physique, de sexe masculin ou feminin, dont Cage est compris entre 18 ans revolus et 35 ans, exergant a titre principal, une activite agricole ;

organisation professionnelle agricole, tout groupement de personnes physiques ou morales, a vocation agricole, qui decident de s’unir pour la defense de leurs interets aupres des pouvoirs publics et des tiers, ainsi que pour la fourniture de biens et services a leurs membres ;

pastoralisme, la relation interdependante entre les eleveurs, leurs

troupeaux et leur milieu de vie;

peche, I’activite consistant a capturer, a extraire ou a recolter des animaux ou vegetaux aquatiques dans leurs milieux naturels ;



pisciculture : la branche de I'aquaculture qui designe I'elevage des poissons en eaux douces, saumatres ou salees ;

produits agricoles : tout ce qui est issu des activites agricoles au niveau pnmaire ,

profession agricole, I'ensemble des acteurs qui exercent des activites

agricoles et plus specifiquement, I'exercice, a titre principal et habituel d’une ou plusieurs activites agricoles ;

**4-. i . r..< r wry ■ ' •» *• a -J* j i • • v « j - , *i i \* r. \** \_ i » /.tt, r j .■?<«» r**

puits de carbbne, une foret et autre boisement pouvant avoir la capacite d'absorber Ie gaz carbonique rejete dans I'atmosphere lors des activites agricoles et humaines ;

tN'M

recoIte : I’activite consistant a recueillir les produits a caractere vegetal

ou haiieutique

resilience agricole, les capacites que developpeht Ie secteur agricole, les exploitants agricoles, les communautes rurales. les. filieres ' 1 Xi

economiques ou environnementales a resister,et a se relever rapidement et. durablement des dommages subis resultant des changements climatiques ou de tout autre choc touchant Ie.'secteur agricole ;

nai:

securite alimentaire, la situation caracterisee par Ie fait , que la population a, en tout temps et en tout lieu, un acces materiel et socio- economique a des aliments en qualite et en quantite suffisante pour couvrir ses besoins alimentaires et lui permettant de mener une vie saine et active ;

-. ■ • . \* •>- < ■. .. •> . V ; ; ■ >< -M- '• ***r •= ';*** >; ; -z • :•> ;

VM -Kr'A l..SV8iaB>’3kjF»WJ?SW:i M S\:+ . n A- > jm-a; . > v\*x f

souverainete alimentaire, Ie choix politique d’un Etat ou d’un groupe d’Etats de produire I’essentiel de son alimentation sur son territoire sans :; < qu’il puisse y avoir un effet negatif sur les populations d'autres pays ; ii *j* ii r ***j >***

\ ru >w.n-rwt a fa-w..

systeme national de recherche agricole: I’ensemble des institutions

**: x 1 - •**

nationales de recherche, de vulgarisation et d’appui au developpement agricole ;

transhumance, Ie deplacement saisonnier du betail qui quitte les limites de ses parcours habituels et y retourne, en vue de (’exploitation des ressources pastorales en dehors des aires protegees

travailleur agricole, toute personne physique qui effectue des taches de nature agricole dans Ie cadre d’une exploitation agricole.

CHAPITRE II : OBJET ET CHAMP D’APPLICATION

**^4-**

X'

souterraine

Article 3 : Les dispositions de la presente loi s’appliquent a tout Ie secteur agricole, sauf I’existence de textes regissant des matieres specifiquesi Elles s’appliquent notamment a:

• • - 'Tagriculture ;

; ;i„: L - -Jpa foresterie ;

- : Tagroforesterie ;

■ c - ■ tl’aquacultUre ;

Hi T ’ >

Hu Wapeche.- • . .

Article 2 : La politique de developpement agricole definie parTEtat et objet de la presente loi vise a :

preciser les actions pour la valorisation optimale du potentiel agro- ecologique et des savoir-faire agricoles du pays ;

creer un environnement propice au developpement d'un secteur agricole structure ,

creer les conditions de la modernisation de l'agrigulture familiale et de I'entreprise agricole, pour favoriser I'emergence d'un secteur agro- . ; industriel structure, competitif et integre dans I'economie sous-regionale et internationale ’ **VI il livi I IUUVI IUIV J \_ - .**

developper un secteur agricole qui contnbue a la souverainete alimentaire, a la sdcurite alimentaire et nutritionnelle, a la lutte contre la pauvrete et a la creation d’emplois ;

3

ameliorer Ie cadre et les conditions de vie en milieu rural ,

contribuer a la lutte contre Ie travail force et les pires formes de travail desenfants ;

***c •» >.* c - < - \* . r •x-fr-.. r r\* • i11**

restaurer ou preserver la biodiversite ;

maTtriser, mobiliser et gerer les ressources en eau de surface et

CHAPITRE III : PRINCIPES FONDAMENTAUX ET AXES STRATEGIQUES

1. : Les principes fondamentaux de mise en oeuvre de la politique de developpement agricole sont: I’efficacite economique ;

• I’equite sociale ;

Ie developpement durable ;

I'economie de marche ;

la decentralisation ;

la responsabilite des collectivites territoriales, des organisations professionnelles agricoles et de la societe civile ;

Ie droit a (’alimentation pour tous dans Ie contexte recherche de la souverainete alimentaire ;

la solidarity ;

la subsidiarity ;

la complementarite ;

la promotion de I'exploitant agricole, des secteurs prive et associatif;

Ie desengagement de I'Etat des fonctions productives et commerciales agricoles et peri agricoles ;

la promotion de partenariats entre les acteurs du monde agricole ;

la creation de marches communs au sein de grands ensembles economiques sous regionaux, regionaux et internationaux.

1. : Les axes strategiques de la politique de developpement agricole sont:

i'amelioration de la productivite et de la competitivite des productions agricoles;

la mecanisation de i’agriculture ; 5 it- :

la conservationdes produits ;

Ie developpement des filieres ;

I'amelioration de la gouvernance du secteur agricole ;

* Ie renforcement des capacites des parties prenantes ;

Ie renforcement des activites des filieres peche et aquaculture ;

la gestion durable des ressources animales, forestieres et halieutiques ;

la protection de I’environnement; ! nJ;:

la gestion durable des terres

la promotion des technologies et pratiques liees a i’agriculture durable ;

* Ie renforcement des activites des filieres bois et ressources forestieres ;

la transformation des matieres premieres agricoles-;

(’integration agriculture-elevage-foresterie ; .

la maltrise de la transhumance ;

la securisation fonciere ;

Ie financement du developpement agricole ;

la promotion economique et sociale des Hommes en milieu rural et peri- urbain ;

la souverainete et la securite alimentaires et nutritionnelles.

TITRE II : ACTIVITES ET ACTEURS DU SECTEUR AGRICOLE

CHAPITRE I : ACTIVITES AGRICOLES

Article 6 : Les activites agricoles se classent en deux groupes selon leurs caracteres.

Sont considerees comme des activites agricoles relevant du cycle biologique et ayant un caractere vegetal, animal et halieutique notamment:

la culture des plantes alimentaires, industrielles et ornementales ;

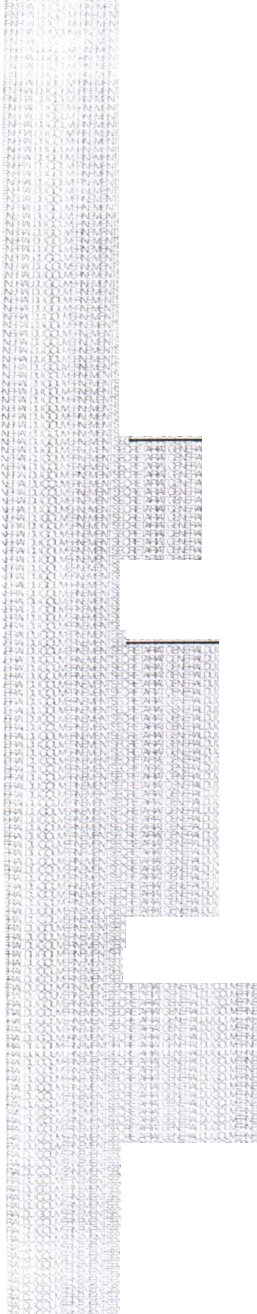
la cueillette et I’exploitation des produits ligneux issus des forets naturelles ;

la foresterie ;

la peche ;

I'elevage des animaux domestiques et des especes de faune sauvage;

I'aquaculture.

Sont considerees comme des activites agricoles relevant du cycle biologique et ayant un caractere technologique notamment:

■J

Article

7

Article 8

Article 11

Article 12

Article 13 :

I’agri business ;

I’agrobusiness ;

I’agrochimie ;

I’agro-industrie ;

I agro pharmacie ; la biotechnologie.

**I -VW**

HIM V i ***V*** H-X p

**.7 \* ' ’**

Les professions agricoles exercees dans une ou plusieurs activites enumerees a Particle precedent, sont determinees et reglementees par un decret pris en Conseil des Ministres.

: Les professions connexes definies et reglementees par I'Etat peuvent, en :. tant que de besoin, b^neficier d'appuis dans Ie . cadre de da mise en oeuvre des politiques de developpement agricole

**M-K 1 A.Ot V .11 '-‘^4 ’’A.’. J CH 1 A I V » ■ t • .■**

CHAPITRE II : EXPLOITATIONS ET EXPLOITANTS AGRICOLES

jcM:

i : L'exploitation agricpie, outre sa fonction economique, contribue a la

S? a ■ '■ Ma

is-

Article 9

. gestion durable des ressources naturelies, a la protection de

I’environnement, a 1'amenagement equilibre et coherent du territoire et au partage des richesses, dans une approche sociale. •

L'exploitation agricole est placee sous la direction d'un de ses membres ou d’un tiers, denomme chef d'exploitation.

Le chef d'exploitation assure la maitrise d'oeuvre et veille a la gestion optimale des facteurs de production. II exerce jcette activite a titre principal et represente ['exploitation dans tous les actes de la vie civile.

H\*Al^!g>8m<»B\*C£lgBaBfi8awS>CwRGW«

Article 10 : Les exploitations agricoles sont recensees et immatriculees aupres des services competents de I'Etat et enregistrees aupres de la Chambre d Agriculture.

L'Etat prend les mesures relatives au recensement et a I'appui-conseil des entreprises agricoles legalement constituees.

: Les exploitations agricoles sont classees en deux categories : I’exploitation agricole familiale et I'entreprise agricole.

L’emploi de salarie dans les exploitations agricoles est regi par les dispositions du Code du travail.

Toute pratique tendant a exploiter ou a avilir un membre quelconque d'une exploitation agricole est passible de sanctions dans les conditions fixees par les lois et reglements en vigueur.

L’Etat garantit aux membres d’une exploitation agricole familiale Ie droit a une part des revenus de I’exploitation.

**ft • 1 I I 4 '.CM •. . » 1 I M-tT *t t* t *> I* 1 ’ ’ \* . t ‘ A . « > -tf • *t* ’'-\*\*\* r •’ \* \*\* ■ • «, \* 1 ’ f ’ u ~ \* , ,. ' ' ‘ v ■ f ' • “ 1 A :**

L’Etat encourage I’installation des ieunes et des femmes comme exploitants agricoles, notamment en favonsant leur acces aux facteurs de production et par des mecanismes d’appui technique ou financier

particuliers.

j ’F 3 \£ 1W H.f <

: Dans Ie cadre de projets de developpement et de renforcement de capacites, les exploitations agricoles peuvent beneficier de subventions

■I

oudappuis. J\*"

Les exploitations agricoles sont imposables dans les conditions fixees par la regiementation fiscale. - !• ft • ; ft ft

I . • : :■< 4T. .. r - , I ■

.1 ... M N\*..-- . . .K.-. » -.ix v • . . \* k wf.; ' \* » . \*4 ■ » A. : » i n ' t • <3 r ».» i-A i • • k \*—.?>• O' •• • kJ •xr > —a i -i • x x - ■ \* i -

Toutefois, en fonction des objectifs en matiere economique, I’Etat definit un regime d’avantages fiscaux au profit des exploitations agricoles selon leur taille, leurs potentialites economiques et leur contribution au developpement

L’Etat prend toutes dispositions necessaires pour assurer la protection des ieunes de moins de 18 ans, dans Ie cadre de la lutte contre I’exploitation et les pires formes de travail des enfants dans les exploitations agricoIes

‘-KAt

N'.H J.M AVJ

Article 19 :

L’Etat prend des mesures garantissant a I’exploitant et aux travailleurs agricoles, la securite et la sante sur Ie lieu de travail.

L Etat encourage la creation d assurances dediees au secteur agricole. ; A ce titre, I’Etat facilite la prise en charge des acteurs du secteur agricole par les institutions de prevoyance sociale.

, , , . .XI J r . ,

: Lexploitant agricole est tenu de se conformer a la regiementation en vigueur regissant son activite agricole.

Article 20

Article 21 : Dans I'exercice de sa profession, I'exploitant agricole se conforme aux principes fondamentaux de gestion durable de I'environnement, notamment de I'eau, de la faune, de la flore, du sol et du sous-sol.

CHAPITRE III : ORGANISATIONS AGRICOLES

Section I : ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

Article 22 : Les agriculteurs peuvent se regrouper librement au sein d'Organisations Professionnclles Agricoles, dans Ie respect de la regiementation en vigucur, soit sur une base geographique, au niveau local, regional, national et eventuellement sous regional ou international, soit en fonction de leurs productions, filieres et services.

**. t • • T' • ■ '**

Article 23 : Les Organisations Professionnelles Agricoles peuvent se presenter sous la forme :

de societes cooperatives d’associations ;

d’uriions ;

de federations ;

de confederations.

:F!

Les Organisations Professionnelles Agricoles peuvent cooperer avec des organisations de meme type situees en dehors du territoire national.

Article 24

: ■ •

Article 25 : L'Etat consulte les Organisations Professionnelles Agricoles pour I’elaboration, la mise en oeuvre et revaluation des politiques et programmes d intervention dans leurs domaines de competence.

HVt 1

Les Organisations Professionnelles Agricoles participant aux differents processus, notamment aux cadres de concertation, aux cqmmissions, aux groupes de travail, aux niveaux local, regional, national, sous

**' .xv-'T .i-Jf’UK U v.’niM;.' r/r •? \* J' \* T-' ‘•■v - \* « S» • • Vw-’S f • ’y •’ ' •**

J ^WW».a

Article

26 : Les Organisations Professionnelles Agricoles peuvent beneficier d'appuis specifiques dans Ie cadre du renforcement de leurs capacites et de celles de leurs membres.

Les. Organisations Professionnelles Agricoles peuvent conclure des contrats de prestations de services dans les conditions definies par la regiementation en vigueur.

•c

Section II: ORGANISATIONS INTERPROFESSIONNELLES AGRICOLES OU

INTERPROFESSIONS

**■**

Article 27 : Les Organisations Professionnelles Agricoles les plus representatives de la production agricole, de la transformation et de la commercialisation peuvent se regrouper en Organisations Interprofessionnelles Agricoles dans Ie respect de la regiementation en vigueur.

CHAMBRE D'AGRICULTURE ET ORGANISMES A VOCATION

CHAPITRE IV

AGRICOLE

La Chambre d'Agriculture est un etablissement public jouissant de la personnalite civile et de I'autonomie financiere.

Elle constitue aupres des pouvoirs publics, un organe professionnel consultatif sur toutes les questions d'interet agricole.

: Les autres organismes a vocation agricole contribuent, dans leurs domaines de competence, a la mise en oeuvre de la politique de developpement agricole.

CHAPITRE V : COLLECTIVITES TERRITORIALES

Article 30 : Les Collectivites territoriales elaborent et mettent en oeuvre, en

concertation avec les ministeres en charge du secteur agricole et la profession agricole, les schemas et plans d’amenagement et de gestion de I’espace agricole de leur ressort territorial respectif ainsi que leurs programmes de developpement agricole.

devaluation et la revision de ces schemas, plans et programmes sont assurees par les services techniques des ministeres en charge du secteur agricole, au niveau local.

Article

i WM:•jMt.t'io\* - w-w ■ . --f. ■ t'.<i xr,

I It M

bttv.'W'twiiSI

31 : Les modalites de transfert de competences et de ressources !de I’Etat aux Collectivites territoriales en matiere agricole sont fixees par decret pris en Conseil des Ministres. . •

CHAPITRE VI : ETAT

1 .

} I IM W, I Si+rM I it M \*-N tn IS tvH WON ♦ 1CUM \* 2 P. ’J < N \* ***i*** I ; M -M ' t

Article 32 : L’Etat assure la fourniture d'un service public agricole de qualite repondant a la demande des usagers.

b\* - ’• . (; • \* • IH 1-JV w. > 1 2 w id’

' .2 <,XVfWi F.H-Ur. ,RHV. I h. 4 F,

A ce titre, il organise la deconcentration des services techniques et de leurs moyens humains, materiels et financiers, necessaires a la mise en oeuvre de la politique de developpement agricole.

1 'V.M . '1 , . ’ i'i r V ; A ■ > •» < . . . • t ■» . ■ < -vx; . ... ), . , r . u I •. ■ - > r\-\

L’Etat met en place un dispositif institutionnel d’incitation pour tous les agents techniques du secteur agricole, charges de la mise en oeuvre de la politique de developpement agricole. -

L’Etat veille a la coordination et a la coherence des interventions des autres acteurs dans Ie secteur agricole. 'LL

‘W.

Article 33 : L’Etat met en place un dispositif institutionnel d'appui et de contrble stable, coherent et coordonne qui comprend des services techniques situes aux niveaux national, regional, : departemental et sous- prefectoral.

Article 34 : Les administrations centrales en charge du secteur agricole sont chargees d'elaborer les elements de la politique nationale en matiere agricole et de veiller a sa mise en oeuvre et a son evaluation.

Elles assurent la coordination et Ie contrble des services regionaux, departementaux et des services rattaches places sous la tutelle des ministeres en charge du secteur agricole.

En outre, elles assurent un appui technique aux services deconcentres.

Article 35 : Les services techniques au niveau regional participent a (’elaboration des plans de developpement agricole. Ils sont charges d'appuyer et de controler les services techniques situes au niveau des departements et d'apporter un appui-conseil aux Collectivites territoriales regionales, aux

Organisations Professionnelles Agricoles d’interet regional et aux autres acteurs locaux de developpement agricole.

Les services techniques au niveau des departements fournissent I’appui- conseil aux departements, aux communes et aux Organisations Professionnelles Agricoles d’interet departemental, et Ie cas echeant, aux exploitations agricoles.

Les services techniques au niveau des sous-prefectures fournissent I appui-conseil aux exploitations agricoles et aux Organisations Professionnelles Agricoles d’interet communal et sous- prefectoral. ■

»»«£.«£ iS-i

**,1 J \* - 4-1-A'ur**

Article 38 : Les services techniques au niveau des regions, des departements et des sous-prefectures, : assurent l'application et Ie controle de regiementation agricole en vigueur, dans leur ressort territorial.

Article 39 : L'Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales et la profession agricole, definit et met en oeuvre une politique de promotion des initiatives economiques locales en milieu rural, notamment l'appui a la creation de micro entreprises rurales dans I'agro-alimentaire, l'artisanat

la

et les services

:wj

Article 40 : L'Etat encourage et appuie la creation d’entreprises privees de prestation de services dans Ie secteur agricole.

Article 41

>\*w b IQ

L'Etat favorise I'equite entre les femmes et les hommes en milieu rural, en particulier dans I'exploitation agricole.

1. : L’Etat et les Collectivites territoriales assurent prioritairement ('insertion des jeunes dans toutes les activites liees aux metiers agricoles.
2. : L'Etat renforce la gouvernance du secteur agricole en vue d’ameliorer I'efficacite de ses actions et celles des parties prenantes au developpement de ce secteur.

**ft**

;VW .T

A ce titre, I'Etat, en concertation avec les institutions nationales chargees de la bonne gouvernance, prend des mesures en vue de renforcer la participation et Ie suivi evaluation dans la gestion des programmes de developpement agricole.

1. : I'Etat renforce Ie cadre legal et reglementaire en matiere agricole en vue d’ameliorer la securite juridique des activites agricoles.
2. : L'Etat cree des autorites de regulation dans Ie domaine agricole.
3. : L’Etat renforce durablement les capacites humaines et operationnelles de I’administration agricole. L'Etat renforce egalement ('organisation des filieres.

Le renforcement des capacites se presente comme un programme structurant et generateur d'effets d'entrainement sur les objectifs relatifs au developpement durable de la production agricole.

TITRE III: SOUVERAINETE ALIMENTAIRE, PREVENTION ET GESTION DES RISQUES, SANTE PUBLIQUE VETERINAIRE ET PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUXiETDESYEGETAUX — :i.iu i’\*- » ’ r-.M-JP.H Ce-i v.J

; i w»• >■ i w 1 ? i ■ ‘ :U .• •. $ < > ***v-*** ,iu- ■. i Q.m 4/■ i ’ jj.;.Ft- ;•

GESTION DES

CHAPITRE I : SOUVERAINETE ALIMENTAIRE '.

**- .**

Article 47 : La souverainete alimentaire constitue la ligne directrice de la politique de

**■ : ,. ■ \_| , . -It • ’ |- , ,**

Article48

4. Pt\* A.

* I . . , .. A ■ . . .• I •.». .• • ■ f • f • J ■ : . .
* v. 'isH \*\*■: trtrAii 5j ■ tMl-.p i,<u»‘ ***t->•»’*** s Q-» w yHA 1-5? ■/ ***tj*** x M i-;

-

: La strategic de developpement des productions agricoles est axee prioritairement sur les mesures de spatialisation, d’intensification, de diversification et de durability des productions locales selon les avantages comparatifs, de competitivite des produits, de satisfaction des besoms nationaux, de regulation des importations et de promotion des exportations tAjjvi inuvi io.

■■ ■’ • > .’ 'AW ’’ ' . ' • ■

> .,t> AH r. • .♦ :. -tCH A w >1^. a .l.A-C V.' jf >; V.-si

■ ■ ■

Un decret pris en ■ Conseil' des Ministres precise les modalites de spatialisation et de diversification des cultures: Jr

■£1 kWHTrW 1. J? ^4- a.»v ' W M? IriH:SitW. rTH A I .1 t.M- WfVXt J? 1

p.v+t'i-. • • • , . • *>« .s’.* •• -1.H --rw. j

Article 49

1

A5 •.•w&tKTy

il 50.‘

• : .r.”- :

: L'Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales, definit les politiques de developpement des ressources en eau, des productions vegetales, animales, halieutiques, aquacoles, forestieres et fauniques, et veille a leur mise en oeuvre. Ces politiques visent prioritairement la souverainete alimentaire a moyen terme, dans le respect des dispositions des principes et objectifs definis au Titre I de la presente - - loi

' Ces politiques definissent les mesures concourant a la disponibilite et a I'accessibilite permanente des produits alimentaires locaux diversifies sur I'etendue du territoire national.

Article

50

Article 51

L'Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales, la Chambre d’Agriculture et les Organisations Professionnelles Agricoles assure dans sa strategic d'approvisionnement, la coordination des operations commerciales dans les zones structurellement deficitaires ainsi que I’appui a ces operations, apporte des appuis complementaires specifiques dans les zones a risques et veille a la regulation des importations et des exportations des produits agro-alimentaires.

: Les Collectivites territoriales peuvent beneficier de subventions specifiques de la part de I'Etat dans Ie cadre de contrats programmes de securite alimentaire, en tenant compte de la reduction de la pauvrete

■

en milieu rural et de la protection de I'environnement ou des disparites inter ou intra regionales.

n A?

I IMiTJM S

CHAPITRE II : PREVENTION ET GESTION DES RISQUES

'• , \* , ■ ■ : i Wu'!’ X'l 'WHI-A > l • w»•'

: WW a." -<■> a >■. .’JM A .J 02 WP\*-' j ' > It ' ■ - ■ J <02 M

- ’< irv

***t • r ■* t ■ . ■ ...**

L'Etat veille a la conformite de I'activite agricole avec les textes

, . . . . ..

communautaires et mternationaux en vigueur.

$01» .Jtfe4:•!1’•& 1/} 4J !\*\*: ?ft'

1. : L’Etat incite les exp.loitants agricoles a creer des puits de carbone dans leurs zones d’exploitation.

.! Sh.m a j ? ,y\*e»p.E.'4;+sis--?F:H x T1 •

L’Etat prend des dispositions pour promouvoir I’agroforesterie en vue de permettre un accroissement et une diversification des productions par les exploitants agricoles.

Article 54 : LEtat, en concertation avec la Chambre ■ d Agriculture et les Organisations Professionnelles Agricoles,• realise une evaluation de I'ehsemble des dispositifs et des mecanismes juridiques, institutionnels

II definit les mesures visant a en ameliorer I'efficacite.dans un delai fix6

par decret pris en Conseil des Ministres.

F. WSf« lUVi iW.P.'4-JT-: t V»C tVXHVV "HJt;

.. , I < ■ ; .

I w; P\*. A . \ .1 AHi .! ■. r;: F

a **x- I** *ft-* **1 >r-x A xx - , x . .**

Article 55:: LEtat constitue une reserve de semences de pre-base et de base pour chacune des productions vegetales, animales, halieutiques, aquacoles et forestieres gravement menacees par les aleas climatiques.

La multiplication de ces semences est assuree par les acteurs des ; filieres en conformite avec la legislation semenciere.

Un decret pris en Conseil des Ministres precise les modalites de *■ -*

constitution de cette reserve.

LEtat prend en charge les dommages causes ;par les catastrophes naturelles, a travers des fonds speciaux d'indemnisation.

Article 56

Un decret pris en Conseil des Ministres definit les modalites de creation, d’organisation, d’attribution et de fonctionnement desdits fonds.

CHAPITRE III : SANTE PUBLIQUE VETERINAIRE ET PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX ET DES VEGETAUX

Article 57 : L'Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales et la profession agricole, definit et met en oeuvre une politique de surveillance visant a assurer la securite sanitaire des aliments d’origine vegetale et animale, d’une part, et la sante publique veterinaire par la maitrise des zoonoses, d’autre part.

1. : L’Etat veille a I'amelioration de la sante animale et a I'hygiene publique veterinaire.
2. : Le controle sanitaire et de la qualite des aliments d'origine vegetale et animale est; obligatoire. La vaccination centre les maladies contagieuses est egalement obligatoire.

• i : .1 ’ . ' • : I •

Un decret pris en Conseil des Ministres determine les modalites d organisation et de mise en oeuvre de ce controle.

TITRE IV : FACTEURS DE PRODUCTION ET ENVIRONNEMENT SOCIAL

■ La- politique fonciere de I’Etat vise la securisation des droits des detenteurs coutumiers, des concessionaires des terres et des occupants, Ie maintien des jeunes et des femmes a la terre sur un bien foncier identifie, la valorisation de la ressource fonciere, I'acces equitable des Hommes a ladite ressource et sa gestion durable.

T-J ¥>• J I M. M J. A•. if .. . jj., J\* ; I J\* ‘-/V • j " t Ci \* 7 -J Q \* f-

Pour assurer une gestion efficace et durable du domaine foncier rural, I’Etat prend les dispositions pour faciliter la delimitation des territoires des villages et des parcelles des nationaux et non nationaux, la mise en place d’un cadastre rural et la promotion de la contractualisation des

r.

Life

: L’Etat assure, conformement a la legislation fonciere en vigueur, un acces equitable aux ressources foncieres, a tous les exploitants agricoles, personnes physiques ou morales.

Toutefois, pour les operations de developpement agricole initiees par I’Etat ou les Collectivites territoriales, des preferences sont accordees aux groupes vulnerables. notamment les jeunes, les femmes et les personnes handicapees.

: L’Etat, les Collectivites territoriales, les Organisations Professionnelles Agricoles et les exploitants agricoles prennent une part active dans la mise en oeuvre de I’amenagement du territoire.

: Les Collectivites territoriales elaborent et mettent en oeuvre les plans d'amenagement de leur territoire en harmonie avec la politique nationale d'amenagement du territoire definie par I’Etat.

Article 63

Ces plans precisent les vocations des terres et orientent les exploitants agricoles vers les types de productions les plus conformes aux potentialites de la localite.

L’Etat prend des mesures pour elaborer periodiquement la cartographie des terres cultivables.

L’Etat Elabore des mesures visant a eviter la priorisation de la culture perenne au detriment de la culture vivriere.

\*

CHAPITRE II : MAITRISE DE L'EAU

Article 64 : L’Etat assure la maitrise de I'eau pour une production agricole securisee

toute I'annee

Le developpement durable de la production agricole passe par une amelioration de la maitrise de I’eau, a travers I’utilisation de technologies eprbuvees et adaptees aux conditions locales de production.

•CW.'H’W i W-'fWWAArRjEF f A"^ > :\*»v .H,-..-, A .U1 1 /nsWI’.-KWaw JX X • tV-XM-

;;

i, ; ■

Article 65 : Dans le cadre du programme destine a I amelioration de la souverainete et de la securite alimentaires par (’attenuation des effets des changements climatiques sur les productions agricoles et alimentaires, I’Etat et les Collectivites territoriales realisent et rehabilitent les amenagements hydro-agricoles.

Ces infrastructures tiennent compte des besoins en eau des populations, de (’agriculture, de I’elevage, de la peche, de I’aquaculture et de la forestene.

W. iNrAft® .1 ■ ■;i>< wc.-Bea ■ fegSi +■ .\*\* .r.»E«\*.> jXj?

Article 66 : L Etat evalue regulierement I impact des activites agricoles sur la qualite

de I’eau

CHAPITRE III : PRODUCTION ET MAITRISE DE L'ENERGIE

• i \* ?. <■ ■ ; •

•1

• t m -• t • • Cl\* \*

Article 67

L’Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales, elabore la politique nationale de developpement energetique du secteur agricole, • I • • I 1 • I I I I I ‘ ' 4 • . . I

XXMHQ

Tout amenagement et toute installation de valorisation du potentiel energetique doivent faire I'objet d’evaluation environnementale.

Article

68

Article 69 : L’Etat, en rapport avec les Collectivites territoriales, les Organisations Professionnelles Agricoles et les professionnels du secteur des energies renouvelables, elabore les normes concernant la conception et la gestion des installations de production d’energie d’origine agricole.

1. : Dans Ie cadre de la valorisation energetique des produits et sous- produits agricoles, I’Etat encourage et soutient la recherche orientee

vers les varietes et les cultures a fort potentiel energetique ainsi que vers les technologies simples pour les besoins

de production et

d'utilisation.

1. : Les services de I’Etat charges de I’energie, en rapport avec les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles

Agricoles, veillent a la coherence des realisations dans les domaines de (’electrification rurale avec les plans de developpement de I’agriculture, de I'elevage, de la peche et de la foresterie

CHAPITRE IV : INTRANTS ET EQUIPEMENTS AGRICOLES .» ’.4- rV i /. ;‘l 1'. I ***t '*** H

j V4X . >> r? •. • V QI t’js- ■ \*

< vfiU N ■ X’U 1 M ‘M VI’\;?l I I\* .: i.N ‘-A L» <L U.\* ‘ 1 • $ ./« • A .1 ***\j \*** K'ft ’.\*U **HX.L'Lh \*** • i\*MKiU A x **- aj.- .**

Article 72 : Les activites de production, d'importation, d’exportation, de distribution et de vente d'intrants sont devotees aux seuls professionnels de la filiere

munis d’un agrement delivre par les services competents confdrmement a la regiementation en vigueur.

j : • ■. ■ r.

Article 73

: L’Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales et les Organisations Agricotes, determine des mecamsmes adequats pour rendre dispohibles en qualite et en quantite des intrants a moindres couts pour Ie producteur afin d’ameliorer les rendements et d’accroitre les niveaux de production.

r...

A ce titre, I’Etat veille a une meilleure disponibilite des semences, des engrais et des produits phytosanitaires et veterinaires de qualite.

Article

74

Article

75

**JHJJ 1,0.®'**

Article 76

**, .VHrtto'H /m j 1 N\*-A ? »W»-M: 1 -r ’H txv -ri 4 < 4 St lA-r: . I . i, •**

***; . ■ t: .*** .. PHA i , < •: r:i • ; »

**»i. . t ■ ■\* ? 1 1 1 •1 J1' :\* :'**

Le controle des intrants a I'importation et a I'exportation s'effectue au cordon douanier et sur les marches interieurs conformement a la reglementation en vigueur.

L’Etat prend les mesures reglementaires necessaires pour organiser la repression des fraudes liees aux intrants.

: Dans Ie cadre de la couverture totale des besoins nationaux en semences ameliorees, TEtat, en concertation avec les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles Agricoles, definit la politique nationale semenciere et de ressources genetiques, en coherence avec les textes communautaires et internationaux en

: L’Etat, en collaboration avec les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles Agricoles, met en place un dispositif necessaire pour soutenir la production, la multiplication et la diffusion des semences vegetates, animates et halieutiques ameliorees et des noyaux d’elevage.

vigueur.

w

O'

L’Etat agree les infrastructures de traitement, de conditionnement, de stockage et de distribution des semences et plants.

1. : L’Etat veille a I’organisation et au fonctionnement efficient des dispositifs d’approvisionnement en intrants des exploitants agricoles et de leurs organisations.
2. : L’Etat etablit un systeme multilateral d'echange et de partage des ressources genetiques dans Ie cadre de la valorisation du patrimoine genetique national.
3. : L’Etat facilite I'acces du plus grand nombre d'exploitants agricoles a la mecanisation.

A ce titre, I'Etat fait la promotion d'une mecanisation stratifiee, diversifiee, techniquement et financierement maitrisable par la majorite des producteurs et transformateurs agricoles.

\*h ‘vJ ".'I!”'’ ' (.‘r

;• iLttHi-MV. P.X ’ .-V-M-'t 'r H I ‘.livH ; H -’I h . . f'/ S i. H /-K t A i'

1. : L’Etat encourage [amelioration des rendements et de la productivity agricole par la mecanisation afin de repondre au defi de la souverainetd : alimentaire.
2. : L’Etat, en partenariat avec les Organisations Professionnelles Agricoles, poursuit la .relance de la culture attelee et favorise la mecanisation agricole

Jji-

Pour ce faire, I'Etat incite a la creation de structures de prestations de services de travaux mecanises et de fabrication des pieces de culture attelee et de mecanisation.

T vC xAi • VrYv—/>■» ♦ ’ ***! 1***D ***-ft ’*** V . r’ X. F- i.J l.OMrK’T iD-riA-’’/. i\_’L \*. ' \*..\*V

L’Etat encourage egalement [emergence de petites et moyennes entreprises de construction de materiels agricoles

ujt

•{

Article

82

L’Etat favorise [utilisation d'energies renouvelables par des actions de sensibilisation, d’accompagnement et de formation.

L Etat encourage la creation d unites de production locale d'intrants

agricoles, notamment les semences selectionnees, les

organique et mineral, et les aliments pour les animaux par des mesures

engrais

volontaristes et incitatives.

83 : L’Etat, en collaboration avec les Collectivites territoriales et les

Article

Organisations Professionnelles Agricoles, met en place un systeme de veille pour la protection des vegetaux, des animaux et des ressources halieutiques. UU

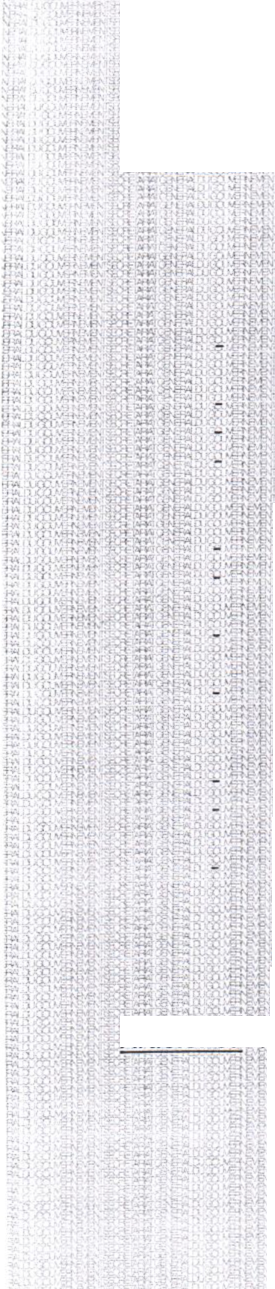
Article 84 : La politique agricole de I’Etat vise a transformer [agriculture familiale de subsistance en une agriculture de marche moderne, utilisant les facteurs de production de fagon rationnelle.

CHAPITRE V : GENRE, COHESION SOCIALE, RESILIENCE, TRANSHUMANCE, ASSOCIATION ET INTEGRATION AGRICULTURE-ELEVAGE- FORESTERIE

Article85

: L’Etat assure la reduction des inegalites liees au genre par une plus grande implication des femmes et des jeunes dans Ie domaine agricole.

Cette politique de reduction des inegalites concerne egalement les populations rurales et urbaines vulnerables et vise la motivation des jeunes en milieu rural.

A ce titre, I'Etat met en place un mecanisme de financement en complement de ceux des structures existantes et facilite I'acces des femmes et des jeunes au foncier rural.

Article 86 : L’Etat, en concertation avec les institutions nationales chargees de la cohesion sociale, les Organisations Agricoles, les Organisations de la Societe Civile, definit et met en oeuvre une politique visant a renforcer la cohesion sociale entre acteurs du milieu rural.

; • • ■ ■ ' • i

Cette politique prend en compte: la reparation des prejudices et traumatismes subis par les acteurs du secteur agricole ;

Ie reglement des conflits lies au domaine foncier rural

Ie reglement des conflits lies au domaine de la peche

Ie reglement des conflits lies a la transhumance transfrontaliere et interne et a la cohabitation agriculteurs-eleveurs, agriculteurs- exploitants forestiers ;

Ie reglement des conflits Hommes-faune

Ie reglement des conflits pecheurs et populations riveraineS sur les plans d’eau ;

Ie reglement des conflits lies a I’exploitation forestiere et a la cohabitation agriculteurs-exploitants forestiers et eleveurs-sylviculteurs ; I actualisation, en tant que de besom, des baremes d indemmsation pour destruction de cultures ou abattage d’arbres et d’animaux domestiques sans necessity, en tenant compte du cout de la vie ;

la reparation des prejudices lies aux catastrophes naturelles ;

la determination d’un bareme d’indemnisation des terres et eaux polluees rendues impropres a la culture et a la consommation ;

('insertion des jeunes et des femmes dans toutes les activites liees aux metiers de l’agriculture.

Elle est mise en oeuvre globalement ou de fagon sectorielle en fonction de la specificity des conflits.

L’Etat renforce la cohesion sociale entre agriculteurs, eleveurs et exploitants forestiers. II gere de fagon rationnelle, durable et equitable les ressources agro-sylvo-pastorales et renforce Ie cadre institutionnel et reglementaire de la transhumance en Cote d'Ivoire.

Article 87

Cette strategic vise ('elaboration et la mise en oeuvre de plans d'amenagement pastoraux transfrontaliers, afin de maintenir la cohesion sociale intercommunautaire.

Un decret definit les plans d’action de cette politique.

Article 88 : L’Etat aide a la creation de fermes agro-sylvo-pastorales et aquacoles en vue d’accroitre la production et d’ameliorer la productivity agricole, animale et halieutique.

TITRE V : INFORMATION, COMMUNICATION, RECHERCHE, FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

CHAPITRE 1 : INFORMATION ET COMMUNICATION

Article 89 : L’Etat veille a la fourniture d’une information reguliere qualite aux acteurs du secteur agricole.

suffisante et de

L'information agricole est un outil necessaire a la prise de decision par les acteurs publics et prives et a la mise en oeuvre de la politique de developpement agricole.

L’information peut etre fournie par tous les moyens modernes de communication disponibles, sur les prix et stocks des produits agricoles, la visibility et la mise en marche des produits, la tragabilite et la certification des produits, les donnees climatiques, les echanges et Ie partage entre producteurs, Ie suivi des normes et de la qualite des produits sur les marches nationaux, sous regionaux et internationaux des produits agricoles

tt

**■■**

L'Etat prend toutes les dispositions pour rendre l'information disponible pour les acteurs du secteur agricole

: En concertation avec les acteurs du monde agricole et les institutions, I'Etat evalue les systemes d’information agricole existants et elabore un programme pour leur amelioration

Article 92 : L’Etat s’engage a elaborer une strategic de communication agricole en vue d’ameliorer Ie dialogue dans Ie secteur agricole, notamment en matiere de production, de formation, de recherche, de conseil agricole et de financement.

CHAPITRE II : RECHERCHE, CONSEIL ET VULGARISATION AGRICOLES - ■■ .

Article 93

L'Etat finance la recherche scientifique en matiere de developpement agricole.

Sans prejudice des dispositions de I’alinea precedent, des partenariats sont conclus en la matiere avec les Organisations Professionnelles Agricoles et Ie secteur prive.

Article 94 : La recherche agricole participe au developpement et a la competitivite des secteurs agricoles, a la transformation et a la conservation des produits agricoles. Elle repond aux imperatifs de gestion durable de

I'espace rural, de preservation des ressources naturelies, de security sanitaire des aliments, de qualite des produits alimentaires et prend encompte les besoins exprimes par les Organisations Professionnelles Agricoles.

La recherche agricole comprend la recherche fondamentale, y compris la biotechnologie, et la recherche appliquee.

Article 95

HW

am

96

La recherche agricble est conduite par Ies organismes specialises, les etablissements d'enseignement superieur, publics et prives, conformement aux principes definis par Ie systeme national de recherche agricole. :

Article 97 : Les services d'aooui-conseil. les exoloitants aqricoles. les centres techniques de recherche, les entreprises de transformation, les expprtateurs des produits agricoles et les institutions sous regionales et internationales de recherche concourent egalement, chacun a son niveau, a la recherche agricole.

Article

Article 98

jj

1WW

Les organismes specialises de recherche agricole, notamment les Instituts et les centres de recherche, les Institutions de formation universitaire, menent pour Ie compte de I'Etat, les missions de *J LL-* L' । ' ix • -j x ■ ■ x- ।

XLMfN

fa’.TV'i’’\* 38\* 1 •'IVM'HH. i 'r W zM-A p ft ‘ •«»>«<f -.t-, , .u/ . I .1 >>

-Qb\* pjb a i <».' a 4 \* $xv t»\*

Les organismes specialises favorisent la cooperation avec les institutions ayant des competences et des capacites de recherche dans

' f ■ • •’ 4 A A IS AaA • ' ' ’ ' ***L\**** 1

Les institutions de recherche, publiques ou privees, les centres de recherche et les chercheurs sont tenus, dans Ie cadre de leurs activites, au respect des mesures de protection de la biodiversite et de la biosecurite nationales.

. . -

1. : Les resultats de la recherche financee sur fonds publics, font partie du patrimoine de la Nation et font I'objet d'une large diffusion.

Article 101 : La production de semences vegetales de pre-base et de base, de semences animales et halieutiques ainsi que Ie transfer! de technologies vers les utilisateurs beneficient de financements appropries de la part de I'Etat.

: Les ressources genetiques disponibles ainsi que les obtentions varietales d'especes vegetales et de races animales font partie du patrimoine de la Nation.

Les ressources genetiques font I'objet d'une protection intellectuelle conformement a la regiementation nationale et aux accords internationaux, et sur la base d'un Catalogue National des varietes vegetales, animales et halieutiques.

: Les modalites de mouvement et de commercialisation, tant a ('importation qu'a ('exportation, des semences et reproducteurs ammaux sont defmies par des textes specifiques.

’ J' XrK ;7-r? / V A\* ♦Ki

4 X<?<;"P -V ’v-Mi 3

/ «. IWW 3

:: L’Etat, eh concertation avec . les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles Agricoles, defimt, met en oeuvre et evalue la politique nationale de conseil agricole.

Les modalites de mise en oeuvre de cette politique de conseil agricole sont precisees par voie reglementaire.

’. : I <•

rt.W, H -.+• FIHWKH M'

-M.fi

W®+-wi

: Le conseil agricole couvre les activites dappul, de vulgarisation d'animation, de sensibilisation, de communication, de formation d'information et ^intermediation.

conseil agricole porte

■;;> a\*-: ,iu —

?}■ nw v."

... .• - i ■ ..>.'••<■•<■

-.v; iM-wn .O-'-n'.K

§ CK H

Af! r \* A ¥.

». • '< ■ j • . t -- \*-a <• < >•

egalement sur les activites -

d’approvisionnement en intrants et equipements agricoles de production, de stockage, de conservation, de conditionnement, de^? transformation, de commercialisation et d'acces au credit.

Le conseil agricole est d’interet public.

Article 107 : L’Etat garantit Cefficacite et la viabilite des services de recherche et de

**cnncoil onrir'nlo ci ir tru i+o I'otonrli io Hi i tarrlfniro**

•!

•rf<

**If- I" Ai  
Le**

sur les  
,

5\t4

—

la promotion des produits agricoles. II contribue a la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles.

■ X:.

■

Article 110 : L’Etat peut conceder a des structures privees des services de ■ ■ :■ - 1 1

ShBS

<tx

CHAPITRE III : FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DU MILIEU AGRICOLE

Article 111 : L’Etat elabore une politique nationale d'enseignement et de formation agricoles, qui prend en compte les mutations intervenues dans le secteur agricole.

A ce titre, I'Etat entreprend la reforme des institutions dediees a I’enseignement agricole, a Tissue d'evaluations, pour une efficacite accrue et une perennisation de leurs activites. II entreprend en concertation avec les Collectivites territoriales, la creation d’institutions d’enseignement agricole.

Article 112

L'Etat assure le renforcement des capacites des acteurs du monde agricole et met en place un programme d'alphabetisation et de formation professionnelle agricole continue axe

professionnalisation des agriculteurs

**< -..d . t »\*•;>» « : i • • ..w . III# . \* "14 Sv Ji .**

sur

la

I’-

L'Etat entreprend des actions pour reformer le dispositif organisationnel \* \* \*

Article 113

et fonctionnel des filieres faiblement structurees

k. ; • . . • ■ • ' ' . : ■ > 4 • ; ,■ rj — >. ’ ■ - , l

■

A ce titre, I'Etat prend les mesures en vue de renforcer les capacites techniques des Organisations Professionnelles Agricoles, de soutenir et d accompagner leur professionnalisation

•VW

to

Article 114

: L'Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales, les Organisations Professionnelles Agricoles, definit et met en oeuvre des programmes de formation et de sensibilisation sur les textes relatifs au mouvement cooperatif.

\_U.TFP.FK  
• N I'

Article 115 : Les Organisations de la Societe Civile a vocation agricole participent a ('elaboration,’ a la mise en oeuvre et a revaluation des politiques et programmes publics dans le secteur agricole.

L'Etat et les collectivites locales leur apportent, en tant que de besoin, un soutien technique et financier.

**<V rN**

.j

Article 116 : L Etat definit et met en oeuvre, en concertation avec les Organisations de la Societe Civile a vocation agricole, un programme de renforcement de leurs capacites, notamment dans les domaines de la maTtrise d'oeuvre, de la gestion et des politiques agricoles.

•N

Article 117

Article 118

***■***

: L'Etat definit et met en oeuvre un programme de renforcement des capacites des Collectivites territoriales dans le cadre des competences transferees, notamment en ce qui concerne la ,J- formulation, la negociation, et la gestion des politiques agricoles mises en oeuvre ■

: L'Etat assure le renforcement des capacites de (’Administration en charge du secteur agricole dans le cadre de revaluation des missions de celle-ci, par une allocation proportionnelle des moyens humains, materiels et financiers.

Article 119

L'Etat modernise les methodes de travail de ses services pour repondre efficacement aux exigences du secteur agricole.

TITRE VI : FINANCEMENT, FISCALITE ET INVESTISSEMENT AGRICOLES

CHAPITRE I

FINANCEMENT DE L’AGRICULTURE

Article 120

Le financement et Ie soutien du developpement agricole sont assures par I'Etat, les Collectivites territoriales, les Organisations Agricoles, le secteur prive agricole, le secteur financier et les partenaires au developpement.

Article 121 : L'Etat favorise I'acces au credit agricole. A ce titre, il s'assure de: I'operationnalisation des Fonds de Developpement Agricole; la mise en place de produits bancaires dedies au secteur agricole; la specialisation dans Ie financement de ('agriculture ou de la creation; L.L d’etablissements financiers agricoles ; la structuration des systemes d’epargne et de credits agricoles.

L'Etat facility la deconcentration des etablissements financiers en creant les conditions favorables a I'ouverture d'agences de proximite.

TCH A Ji ’f1 -11 i

I ' O ' \* Hi? fA'-f-TX. ^"4\*; *i-f J3.)* 4rf\ t- H.: 4 x **va** .A **aLkA\*** \*• /■. H- ' A J 1.\*-—W; .V . tiX- J.N V XV.t

: L'Etat et les Collectivites terntoriales assurent Ie financement des infrastructures lourdes necessaires au developpement de (’agriculture. Ils contribuent au financement des programmes lies au progres dans Ie secteur agricole, notamment dans Ie domaine de la recherche, du conseil, de la formation aux metiers et au renforcement des capacites des groupements professionnels agricoles. II peut en etre de meme pour Ie secteur prive, dans les conditions definies par la regiementation en vigueur.

Article 122

n?

•;u

CHAPITRE II : FISCALITE ET PARAFISCALITE AGRICOLES

jyX\* 5W.v«3 01 ’A

L'Etat determine; I'assiette fiscale du secteur agricole a partir des resultats du recensement national des acteurs du monde agricole.

L'Etat s'engage a mobiliser des ressources publiques a partir des Organisations Agricoles sans compromettre Ie developpement de celles-ci.

L'Etat prend les mesures fiscales et parafiscales necessaires en vue de promouvoir un secteur agricole durable, moderne et competitif.

Les mesures mcitatives envisagees sappliquent aux intrants et aux materiels destines aux exploitations agricoles. Elles peuvent consister en des interventions a caractere general ou s'appliquer specifiquement a une branche du secteur agricole.

L'Etat, en concertation avec les Organisations Professionnelles Agricoles, met en place un mecanisme de suivi des mesures incitatives.

1. : L'Etat elabore un cadre juridique des redevances pour favoriser ('emergence d'un secteur agricole competitif.
2. : Les amenagements agricoles et agro-pastoraux realises par I’Etat peuvent etre concedes aux Collectivites territoriales. L'Etat, en collaboration avec les Collectivites territoriales, preleve des redevances et taxes sur les amenagements et Ies infrastructures realises en vue d'assurer leur entretien.

L'assiette, Ie taux et les modalites de recouvrement des redevances et taxes sont determines par les textes legislatifs et reglementaires en tenant compte des operations de developpement agricole.

**i**

: L'Etat renforce Ie dispositif fiscal et dou'anier en vue de favoriser I'importation, la distribution, la commercialisation d'intrants, de materiels et d’equipements agricoles par les Organisations Professionnelles Agricoles des differentes filieres.

JKOk-vkijn-:..'. a **.r’lJ\*.** a **QjAfit.'.tr j av»wWA.wj.'’.-K'-tx 2^^ <xv\* *t: »***

<C4 j v a . u'M.-t ; -V. I-,...,.-.- >. i • ■ ■ •. •

: L'Etat prend des mesures fiscales favorables a (importation des rhatieres premieres entrant dans la fabrication d’equipements

' ’ ' I I ' ’ , • , ' x' ' : ’ I ' ' I .

; natinnolo

nationale.

•... : •1 i-:i -r ■ <• <: ; ■

1 SlMfriMMj.’H <’»♦'! I <1 ••\*\*4 -1 ’. J ?

. . • \* r \_• . : - . i Z-I .. ; . . - .. , r p. •• *\* » Lit*

CHAPITRE III : INVESTISSEMENT AGRICOLE

**■ : ■ ' > , ' ' ■ ' - . ; it " 1-.H .IQ-Ai.’. ,i.:'.v-u**

; n L Article 130

**'■ C-JVFJ**

L'Etat definit une politique nationale et des programmes regibnaux de developpement des infrastructures et des services publics en milieu;- rural, conformement a la regiementation en vigueur.

**H-A**

**: . ■ : ■ ■ < ;**

Article 131 : La politique et les programmes prevus a I'article precedent concernent : vv pnoniairement .

I'amelioratidn de la productivite et de la competitivite des productions

agricoles ; :

Ie developpement des filieres ; ,

I amelioration de la gouvernance du secteur agricole Ie renforcement des capacites des parties prenantes developpement de (’agriculture ;

au

la gestion durable des ressources vegetales, animales, halieutiques et forestieres ;

: 89

Article 132 : L'Etat amenage, conformement a la legislation en vigueur, un regime d'incitation au profit des entreprises agricoles qui realisent des investissements dans los differents secteurs agricoles et particulierement, des investissements verts et createurs d empbis

TITRE VII : PRODUCTIONS, MARCHES ET PRIX

CHAPITRE I

PRODUCTIONS VEGETALES

La politique de developpement des productions vegetales a pour objet d'accroitre la production et d’ameliorer la productivity par la modernisation des exploitations agricoles en fonction des potentiates

Article 133

agro- ecologiques et des systemes de production mis en oeuvre dans des differentes zones.



Cette politique est axee sur I'intensification, la promotion des techniques agro-forestieres, la diversification, la maitrise de I'eau, la gestion durable de la fertility des sols et l'approvisionnement regulier du marche.

Article 134

**•N**

: L'Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles Agricoles, definit la politique bio secuntaire en vue d assurer la couverture totale:des besoms nationaux en semences selectionnees, la conservation et la valorisation des varietes existantes et celles en voie de disparition, ainsi que la reintroduction de celles disparues

ainsi que la

Article 135 : L'Etat, en partenariat avec les Organisations Professionnelles Agricoles, elabore Ie Catalogue National des semences .et tient des livres genealogiques.

r\*

,

•1 A t ***H*** r. ;\ a I PH . . ...... >.s •» .1; . a. n

***. ■ :***

CHAPITRE II : ELEVAGE ET RESSOURCES HALIEUTIQUES

**A L- I 1'^\*1 . r I II 4- X' X X • f X !**

Article 136 : LEtat, en concertation avec les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles Agricoles, definit et met en oeuvre la politique nationale en matiere de ressources animales et halieutiques.

'• r i vX itr~S V J -f I \ iftw. M’ lltH \*+shlB£\*iD . ' Sil l VP ' h

A ce titre, il elabore la regiementation, adopte les plans et programmes de developpement et de promotion de I’elevage, de la peche, de I’aquaculture. L'Etat promeut la profession et la pharmacie

wt> s

.1 WW VX

Article

137

veterinaires.

XVMJtAwsi'H 4H4 ir>\*\ ■ ,i -Offer\* JMl-K 1 O ••■WHe. SSM A\*-' WwA-i Sit Hx-. • ■• ■ ••■ -V

: La mise en valeur de

concerne notamment :

I'elevage ; .

I'espace rural et des ressources naturelles . f f : } r •....• -a ■

h j • ?A 'A 'J 'J .U

.• th ' V >. SfiFo, l.SVWt'.mh HW I yusf-t&V- SCrt -K

1 xj'^^Aq.: XkQ WP.fN XgSw^f?’ X’XJ.UfNAFV

plvj Jr.twsbL  
wfl

la peche;-.; i ;U if ^^aquaculture:; :i

Ie pastoralisme ;

la creation et la protection d’infrastructures pastorales de reserves naturelies volontaires

•MM\*. SCA. X TL C. l Jl .'AX\T. ; W.H

r W \*H PAA ’ V

L\*vi’ri>.c;Ta i •\* < • cx>.o <?.

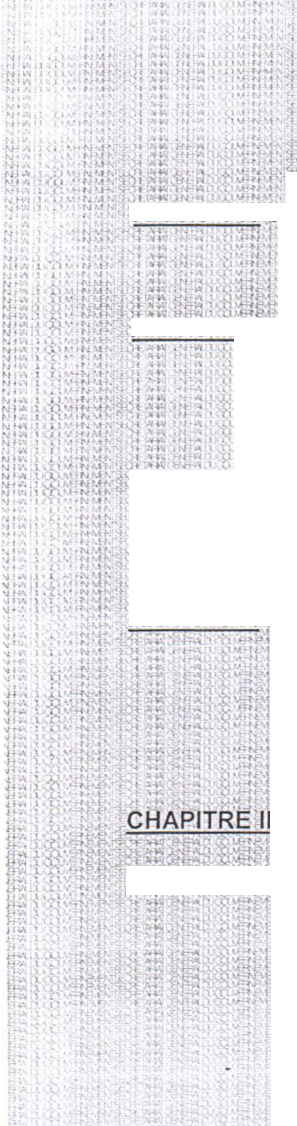
?•

j?&A j

L’Etat favorise la politique de developpement de I'elevage, de la peche, de I’aquaculture, du pastoralisme et ('emergence de professions connexes ou annexes dans ('ensemble du systeme de production agricole.

: L'Etat, en collaboration avec les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles du secteur agricole, assure la promotion de I'elevage, de la peche, de I’aquaculture, des activites pastorales et mene des actions en vue de ('amelioration du potentiel genetique du cheptel.

: L’Etat et les Collectivites territoriales, en tenant compte des potentialites de la zone, amenagent des parcours naturels et des passages pour Ie betail, assurent la realisation de points d’eau, de perimetres pastoraux et la lutte contre les maladies animales.

L’Etat et les Collectivites territoriales concourent a (’intensification de I’elevage par differentes formes d'integration

Article 140

Artic e

141

Article

143

Article

d'association

ou

L’Etat securise les exploitants du secteur des productions halieutiques et aquacoles et assure la disponibilite, la diversification et la gestion ■ ■■I . .

agriculture-elevage.

durable des ressources halieutiques et aquacoles.

142 : L’Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles Agricoles, elabore des strategies de gestion des pecheries et des productions halieutiques valorisant Ies' . plans deau, ainsi que la sauvegarde • de la biodiversite et des

l

Hfp.vr 7MWH.7jfcyE.xr

I ' V- ***• t ’*** equilibres ecologiques

AJ-MA

A 00 •/EFT H.H

L’Etat, les Collectivites territoriales, les exploitants agricoles et les Organisations Professionnelles Agricoles se chargent de la lutte centre les pollutions de I’eau, de I’air, du sol et du sous-sol.

: L’Etat et les Collectivites territoriales contribuent et participent aux echanges techniques et commerciaux mternationaux en matiere d'elevage, de peche et d'aquaculture

Article

n v-nm

144

Ils favorisent la creation d'organisations professionnelles d'eleveurs, de pecheurs et d'aquaculteurs

Article 145 : L’Etat met en oeuvre une politique forestiere axee sur Ie developpement forestier notamment I’accroissement des superficies forestieres et de son potentiel de production ainsi que la poursuite de la conservation de la biodiversite

Cette politique se traduit par la gestion durable des ressources forestieres a travers :

la gestion transparente, participative et efficace des eaux, des forets, des pares nationaux et des reserves naturelies ;

la restauration et la protection des forets avec la participation des populations riveraines.

Article 146 : L’Etat edicte des regies de gestion durable des ressources forestieres et fauniques.

L’Etat assure une protection plus accrue des ressources fauniques par Ie renforcement des capacites des Hommes en charge de cette tache.

La mise en valeur agricole des terres, y compris I’aquaculture, les activites de peche, Ie paturage et Ie passage du betail sont fprmellement interdits dans les forets classees et les aires protegees.

r t , H At V\*. r f r A X < U ***A +. . - .***

L'Etat renforce la mise en oeuvre des sanctions a I'encontre de tous les contrevenants aux regies edictees.

L'Etat, les Collectivites territoriales, les professionnels du secteur et les populations assurent Ie reboisement et:la reconstitution du couvert v/Ano+ol

Article

147 : Dans Ie cadre de la gestion durable de la faune et des ressources cynegetiques, I'Etat et les Collectivites territoriales font la promotion de I'elevage, de I’aquaculture et des especes animales identifiers susceptibles de combler Ie deficit en proteines animales au niveau des nnhiilAtinnq L/xJUUIcillOllo.

’ V

FjjFjArW'.HsiK. fl fnuFWP J)

**JI Vi** IA

PS

■ t 5 88? -;

CHAPITRE IV : TRANSFORMATION, CONSERVATION ET VALORISATION DES

**DDCim If'TI/'MUC HKUUUb I** LJiNO

Article 148 : L'Etat favorise (’integration des activites de production, de conservation et de premiere transformation des produits agricdies

,ij» -“k ,;Ta> h“ ’»\*v.if •' <3’1 ■\*-•4’3

’ ■ ■ .

**.1 M I l 4 n M rfrAt . ■ •< L1 I A ; • • < . I . ; \ ‘ • »«'••• ■ • ’ ■ » • ■ » i-i/i**

Article 149 : L’Etat elabore et met en oeuvre une -politique d’incitation a la ’ i r .• X ' i , ,. . x • II I I i’ :

i •. :■. ‘ ■« v > ■ .;■•:■

: • ' i w : :? •••-' ‘

Article 150

L'Etat s'emploie a developper une politique de promotion des filieres et de developpement d'un secteur agro-industriel performant et competitif a partir de produits de qualite et aux normes requises. ■lit

A ce titre, I'Etat favorise da transformation des matieres premieres agricoles en produits semis finis et finis, porteurs de valeur ajoutee, conditionnes et labellises selon les normes admises, ainsi que leur conservation, avant commercialisation.

& fB■’>’$t SW'l; W£

Article 151 : L'Etat favorise I'emergence d'un secteur prive au sein du secteur rural

non agricole, dote de capacites techniques et financieres suffisantes pour investir et participer au developpement des filieres, a I'amelioration de la concurrence, en vue d'offrir des produits finis et des services de qualite.

CHAPITRE V : QUALITE, NORMALISATION ET LABELLISATION DES PRODUITS AGRICOLES

Article 152 : L'Etat s’assure de la qualite des produits agricoles a travers notamment I'identification des produits agricoles, la securite sanitaire et les modes de production respectueux de I'environnement. Pour ce faire, I'Etat renforce les capacites d'analyse-qualite des laboratoires.

L'Etat renforce les capacites techniques des inspecteurs phytosanitaires et de la qualite, des inspecteurs veterinaires, des agents d'encadrement, des agents charges de I’environnement et des producteurs en matiere de norme de qualite de produits vegetaux, animaux et halieutiques en vue de la conquete de parts de marche plus importantes dans Ie commerce regional et international.

L’Etat veille a la promotion de la Norme Ivoirienne sur la qualite des productions agricoles.

Article 153

Vh w ■ ' •'

**“**

**■ . :**

Article 154 : L’Etat definit les regies de labellisation

**NBA**

N f-W

Article 155 : L’Etat, en concertation avec les Organisations Agricoles, encourage la demarche qualite, I’identification des produits agricoles de I’ensemble des secteurs de productions vegetales, animates et des ressources halieutiques, ia traqabilite et la certification des produits forestiers, alimentaires et agroalimentaires mis sur Ie marche national et international ii iit;i i iolivji iai,

cNMIX

■ -

**•« i IV ‘ . i '•I vi :. x** • t **v — ' » • ■ • ■ ■ • • ■ • • • .... ....... - : , ...... i**

CHAPITRE VI : ORGANISATION DES FILIERES AGRICOLES

**.IM-W- K. .’.ft' >vi»N** a **i;.vw.**>n a **v ,uw.!\ j-Tf ,r.-A •** .a

Article 156 : L'Etat, en collaboration avec les acteurs concernes, met en ceuvre une politique de promotion des filieres agricotes basee sur une meilleure organisation de la production, de la conservation, de la transformation et de la commercialisation.

La politique de promotion des filieres agricotes prend en compte les filieres strategiques, telles que definies par I’Etat.

**H PLA**

***< ■ • . •■’■ft***

Article 157

**r**l **rQCjj**

Sont acteurs ou intervenants d'une filiere agricole tous les agents economiques organises des secteurs de la production, de la conservation, de l’approvisionnement, des services a la production, de la transformation, du conditionnement, de la commercialisation et de la consommation.

Ces acteurs peuvent se regrouper a leur initiative au sein d'interprofessions reconnues qui visent a

■ •

definir et a favoriser des demarches contractuelles entre ses

membres;

contribuer a la gestion des marches, par une meilleure adaptation des produits aux plans quantitatif et qualitatif et par leur promotion ;

connaitre I'offre et la demande par la collecte, Ie traitement et la diffusion de ('information sur Ie ou les produits de la filiere ;

renforcer les capacites des membres de I'interprofession pour garantir la qualite du ou des produits ;

renforcer la securite sanitaire des aliments, en particulier par la traqabilite des produits, dans I'interet des utilisateurs et des

consommateurs.



Article 158 : II ne peut etre reconnu qu’une interprofession nationale par produit ou groupe de produits.

Article 159 : L’Etat, en concertation avec les acteurs organises, met en oeuvre des mesures incitatives permettant aux operateurs d’offrir au marche interieur et exterieur, des produits competitifs au double plan de la qualite et du prix.

'• > .

N< MAI

CHAPITRE VII

INFORMATIONS

STATISTIQUES, SUIVI-EVALUATION ET SECURISATION DES

Article 160 : L’Etat met en place un systeme d'information statistique approprie et ?' ♦ ’ r- ‘ -- - 1 I’’ J «

L’Etat s’emploie a operationnaliser Ie dispositif de suivi de la situation agricole, alimentaire et nutritionnelle, a mettre en place un dispositif permanent d’actualisation des statistiques. agricoles et a realiser periodiquement Ie recensement national agricole.

***■***

Article 161 : L’Etat met en place un systeme de suivi-evaluation afin de s'assurer de I'usage efficient des ressources affectees au secteur agricole. ■ - •

Le systeme de suivi-evaluation s’appuie sur des criteres reconnus.

Article 162

p.

O.M.

: L’Etat reglemente la collecte, Ie traitement et la diffusion des informations relatives au secteur agricole. II en assure la protection et I'integrite contre les exploitations illicites.

CHAPITRE VIII .- MARCHES ET PRIX

Article 163 : L’Etat, en concertation avec les organisations intefprofessionnelles, met en place un environnement commercial favorable a travers des infrastructure's structurantes et la prise de mesures pour mieux organiser la commercialisation des productions agricoles, halieutiques, forestieres et d’elevage. . ::

ft

**> r v ■ . •. . .. r t**

Ces mesures visent le transport, le stockage, la conservation adaptes aux productions agricoles, animales et halieutiques et la regulation des prix.

L’Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales et les services specialises, met en oeuvre une politique de rehabilitation et d’entretien du reseau routier, notamment par Ie reprofilage des pistes rurales et de desserte.

L’Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales et les services specialises, met en oeuvre une politique de rehabilitation des marches de gros existants et la creation de nouveaux marches de gros dans chaque region.

**.1**

**I MCA I**

Ni\*, 1

u:;

**HW**

**I <11 1**

i7v4w4ki

Article 164

Article

165

L’Etat cree les conditions de competitivite et d’acces aux marches exterieurs.

: L’Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles Agricoles, developpe les systemes d information de marches, organise et reglemente les circuits de commercialisation interieure des produits agricoles.

**... ,■ - n : ■ - V ■**

**• .. . ■■ • i ■ r.. . ■•■■■•**

**.. i .•riMUPjM.iM-AF-SwtMJU lll'Yl V-W'.tV'PA.1 *. I* St** )W-Al: **AA- n\_\fe»<'4:rH AW T'iW. J .11 M'MM**

L’Etat, en collaboration avec les Organisations ;Agricoles,r favdrise la transformation des productions dans les differentes filieres agricoles. Cette politique permet une gestion saine des prix des denrees sur les . . . , , . ..x >5.-

marches inteneurs et exterieurs.

tag\* i

**>■;< MWIW A ' 11 ‘-tl 1 N A .\*\* \*w\*. . i M Ml. 1 WcV-tMA j.lM'tllN**

**ivi-w > J I .t.fc-MJ.Vj-'.H »\*V. >. .. .. .. ^ .. . .**

A cet effet, I'Etat encourage la creation ou la rehabilitation des unites de transformation dans chaque region.

Article 166 : L Etat favorise la dynamisation du marche.national, la fluidification des echanges et I'integration sous- regionale des marches agricoles et agroalimentaires a travers notamment:

Ie renforcement des capacites techniques, d organisation et de negociation des producteurs, des commergants locaux et des

PYDOrtAtAUm ■ / Li E '

Ie developpement de [information sur les opportunites relatives aux marches et aux prix aux niveaux national, sous-regional et international ‘ >

**’ 1**

la reduction des entraves tarifaires et non tarifaires

w Swa . i m •\* \*h s?:» ♦vSt'tJA. >. .jSXWRH, । -RH•• ***- :•• ■ <■ .***

Article 167 : L’Etat prend des mesures de protection ou accorde des subventions pour reduire ou supprimer les distorsions .dans les echanges economiques exterieurs, au.sein de I'Union Economique et Monetaire Ouest-Africaine et de la Communaute Economique des Etats de I'Afrique de I’Ouest, dans Ie respect des accords de [Organisation Mondiale du Commerce.

**1, ;\\_i X: M.S VW l?i) A t.J\_! :« A. > . .1 ■ <1 ‘ <y 1V. Jr r-» W >'‘v’84r'4r’3' 'I A5 1 ’'’i.'**

: L’Etat favofise la libre circulation des productions agricoles et agro- alimentaires aux niveaux national et regional a travers [amelioration de la fluidite routiere.

Oj a.

Article

168

Article 169 : L’Etat, en concertation avec les Collectivites territoriales et les Organisations Professionnelles Agricoles, elabore les textes reglementant Ie fonctionnement des marches.

TITRE VIII :

CHAPITRE I

Article 170

Ml

Article 171

«wiv

-

Une Conference Agricoie bisannuelle est orgamsee par I’Etat, sous I’egide du Conseil Superieur d’Orientation Agricoie.

FA 11 r\* . •’ -en -wf- » TA ~ -i 1 i Iki? .••< Arx **\x,lv** t

■ - , ■ - ■ : - ? : ' : ;• ' :' ■ •

Elle est presidee par le President de la Republique et rassemble tous les acteurs du d&veloppement agricole, dont notamment les representants des Organisations Professionnelles Agricoles, les Organisations de la Societe Civile, les partenaires au developpement et les elus.

MM

J.'rf •< -Xf. ■ ***J*** V HAM Sljt

MECANISME D'ACTUALISATION, DE SUM ET D’EVALUATION DU  
DEVELOPPEMENT AGRICOLE

CONSEIL SUPERIEUR D’ORIENTATION AGRICOLE

■ > • > .■ • • • ■ •,• w . • ■■■ i . ■». ' ■ . ; f ; । f >

II est institue un Conseil Superieur d’Orientation Agricole charge d’assurer le suivi de la mise en oeuvre des orientations sur les questions de developpement agricole.

Les attributions, la composition, I organisation et le foncti.onnement de ce Conseil sont fixes par decret pris en Conseil des Ministres.

La Conference evalue la mise en oeuvre de. la presente loi et

Article 172: Les ministeres en charge du secteur agricoie etablissent un rapport annuel sur les mesures prises pour I’execution de la presente loi et sur les modalites de sa mise en oeuvre.

Ce rapport est remis au President de la Republique dans un delai determine par decret pris en Conseil des Ministres.

hA.i

7 • . . . 4 .' \* • • •

WHWi'

CHAPITRE II

ESPACES DE CONCERTATION

COMMUNICATION

DE DIALOGUE ET DE ' :'"T crj re > i

\* Tr\* j jvE'yAvs\* i « •\*\* ji?\*l- y»v\* < x r'tj

Article 173

II est institue une journee dite la Journee de I’Agriculteur. Cette journee est bisannuelle et se tient sous I'egide du President de la Republique lors de la Conference Agricoie.

La Journee de I’Agriculteur regroupe tous les acteurs de la profession agricole.

Le theme de la Journee de I’Agriculteur est arrete par Ie Conseil Superieur d'Orientation Agricole.

locales agricoles preparatoires organisees sous I'egide des Comites Regionaux d’Orientation Agricoie.

Article 174 : D'autres espaces de dialogue et de concertation peuvent etre institues

sur des themes specifiques.

CHAPITRE III : PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Article 175 : L'Etat associe les acteurs du monde agricole a la planification du

developpement agricole.

I a olanification du developpement agricole se refere a la presente loi

e^pX“ O’\*

strateaiaues de programmes agricoles de developpeme dconomique’, social et culture! des collectivites locales.

**• ■ ' • ; ■ > - ’**

1. : Dans Ie cadre de la loi de Finances et des lois de programmation des

depenses et des investissements publics, I’Etat consent des ressources budgetaires cons6quentes en rapport avec les objectifs et ambitions de la presente loi.

1. : L’evaluation de la politique de developpement agricole se fait tous les

deux ans par les structures competentes. - • n » ".i.: • 'a ; .. . . : ■ >

Les resultats de revaluation sont communiques au Conseil Superieur d’Orientation Agricole.

TITRE IX : DISPOSITIONS FINALES

1. : Les modalites d’application de la presente loi sont determinees par

voie reglementaire.

1. : La presente loi sera publiee au Journal Officiel de la Republique de Cote d’Ivoire et executee comme loi de I’Etat.

Fait a Abidjan, Ie 20 juillet 2015

Copie certifies conforms a 1’onginal j Secretaire General du Gouvemement

Alassane OUATTARA

*Mac istra t*

N? 1590555